

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 9 au 15 mai 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relations États-Unis / Mexique

Après plus de deux semaines de négociations, le Mexique et les États-Unis seraient sur le point de conclure un accord visant à éliminer les droits de douane sur l'acier et l'aluminium imposés par Donald Trump, selon Jesús Seade, Vice-Ministre pour l'Amérique du Nord au Ministère des Affaires étrangères.

Dans l'hypothèse où ces droits de douanes seraient maintenus, la Ministre de l'Économie, Graciela Márquez, a déclaré en parallèle que le Mexique préparait de nouvelles taxes douanières contre certains produits américains, sans toutefois préciser lesquels.

Économie

En mai, pour la première fois en 6 mois, les prévisions de croissance pour le Mexique ne baissent pas et se maintiennent à 1,7% pour 2019 et 1,9% pour 2020, selon les analystes interrogés par FocusEconomics. FocusEconomics, qui rassemble les prévisions de 42 banques, cabinets de conseils et de courtage, explique ce panorama stable par une ratification attendue du nouvel accord commercial avec les États-Unis et le Canada, qui compenserait les incertitudes engendrées par « le nouveau Gouvernement qui maintient le secteur pétrolier au cœur de sa politique économique ».

L'activité industrielle au Mexique a enregistré une contraction de 2,65% (g.a) au mois de mars, soit sa pire performance depuis novembre 2009. Les quatre composantes de l'activité industrielle du pays ont enregistré des performances négatives : -6,7% pour le secteur minier ; -5,85% pour la construction ; -0,5% pour les « services publics » (production d'électricité, d'eau et de gaz) et -0,73% pour les activités manufacturières.

Le PIB du secteur touristique a crû de 2,1% en 2018, son rythme le plus faible depuis 2014, selon l'Institut de Statistiques et de Géographie (Inegi). Le secteur des services touristiques a crû de 2% g.a. et celui des biens de 2,3% g.a..

Les prix de l'immobilier ont augmenté de 9% g.a. au T1 2019, selon la Société Hypothécaire Fédérale (SHF). L'indice du prix des logements – qui ne concerne que ceux garantis par un crédit hypothécaire – a crû de 8,9% g.a. pour les logements neufs et de 9,2% g.a. pour les logements occupés. Les prix ont le plus augmenté dans la Ville de Mexico (+11,5% g.a.), le Jalisco (+11,1%) et le Quintana Roo (+11%).

Au T1 2019, la balance commerciale agroalimentaire du Mexique affiche un surplus de 2,7 Mds USD (+4,6% g.a.), selon le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Sader). Les exportations ont représenté 9,3 Mds USD (+2,6% g.a.) et les importations 6,6 Mds USD (+1,7%). La Sader indique que les fruits, légumes et boissons sont les produits les plus exportés. Elle souligne également que si les exportations de produits agro-industriels ont augmenté de 9,9% g.a., celles de produits agricoles se sont contractées de 3,8%.

Selon Klaus Rudischhauser, délégué de l'Union Européenne (UE) au Mexique, les questions en suspens dans la modernisation de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mexique (TLCUEM) pourraient être levées dans 2 ou 3 semaines, pour une signature au début de l'année prochaine. Pour rappel, en avril 2018, le Mexique et l'UE sont parvenus à un accord de principe sur la modernisation de l'ALE, qui n'a pour le moment pas été signé ni ratifié. Le commerce bilatéral entre le Mexique et l'UE avoisine les 65 Mds EUR par an. Ces échanges ont augmenté de plus de 242% entre 2000 et 2017.

Entre décembre et avril, les salaires ont enregistré une augmentation mensuelle moyenne de 5,9%, soit la plus forte progression depuis le mandat de Vicente Fox. Cette hausse est notamment due à l'augmentation du salaire minimum général de 16,2% (et de 100% dans certaines municipalités à la frontière Nord du pays) dès le 1^{er} janvier.

Selon l'ONG mexicaine *Acción Ciudadana Frente a la Pobreza*, le travail indigne a augmenté de 30% en 12 ans dans le pays, concernant 25,6 millions de personnes en 2018. L'ONG ajoute également que 8 travailleurs sur 10 font face à au moins une des 5 carences suivantes : sous-emploi, temps de travail hebdomadaire supérieur à 48 heures, revenu inférieur à la valeur du panier de base, non-affiliation à la sécurité sociale et contrat de travail instable.

Le chef-économiste de BBVA Bancomer, Carlos Serrano, indique que les titres mexicains s'échangent au prix d'un émetteur dont la notation serait inférieure d'un cran, soit « BBB ». Selon l'analyste, les marchés ont anticipé depuis plusieurs mois que les agences de notation dégraderont la note souveraine du Mexique au cours de l'année. Selon

l'analyste de Moody's pour le Mexique, Jamie Reusche, les désaccords entre les déclarations du Président de la République et celles des membres de son équipe économique sur les finances publiques font pression sur la note souveraine du pays. Il ajoute que le Plan d'Affaires de PEMEX sera déterminant pour la notation du pays.

PEMEX

La construction de la raffinerie de Dos Bocas par PEMEX et le Ministère de l'Energie met en péril la qualification de l'entreprise pétrolière et celle du Gouvernement, selon Moody's. L'agence de notation a averti que la construction de la raffinerie par ces entités augmentait les risques de retard et de dépassement des coûts, ce qui affecterait les finances de la société pétrolière et du gouvernement. A l'inverse, HR Ratings considère qu'il n'y a pas de risque de dégradation de la note, estimant à 0,73% du PIB l'impact de la construction de la raffinerie sur la dette budgétaire, soit un impact trop limité pour justifier une baisse de qualification.

Le Gouvernement a réussi à refinancer à de meilleurs termes 2,5 Mds USD de dettes de PEMEX et à rééchelonner de 3 à 5 ans une autre ligne de crédit pour 5,5 Mds USD, réduisant à court terme la pression financière sur l'entreprise pétrolière. Ces engagements de crédit ont été signés avec HSBC, J.P. Morgan et Mizuho, par le Président Lopez Obrador. Les analystes y voient un signal positif à court terme, mais attendent encore une stratégie de long terme permettant de freiner la chute de la production. Pour mémoire, le montant total de la dette financière de PEMEX atteint 106,5 Mds USD. Le Ministère des Finances élabore actuellement un "paquet complémentaire" pour PEMEX qui visera à améliorer le profil de maturité de la dette, selon le vice- ministre Arturo Herrera. Ces mesures devraient être présentées au plus tard le 27 mai.

Le Président de la République a signé un décret le 13 mai visant à réduire la charge fiscale pesant sur PEMEX à hauteur de 1,3 Md USD à 1,6 Mds USD en 2019. Cette réduction de la charge fiscale vise à assainir les finances de PEMEX et à stimuler l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures par l'entreprise. Le manque à gagner pour l'État correspond à entre 0,4 % et 0,5 % des revenus du Gouvernement fédéral. D'autres mesures seront inscrites dans la loi de finances 2020 selon les propos du Ministre des Finances.

Au T1 2019, la valeur des importations d'essence a chuté de 12,4% g.a. et s'élève à un montant de 3,7 Mds USD. C'est la première baisse pour un premier trimestre depuis 2016, qui s'explique par une diminution de la consommation (-7,9% g.a.) et des prix d'importation (-17% g.a.). La production d'essence de PEMEX a baissé de 2% sur la période, se situant à 189 000 barils/jour en moyenne. L'ensemble de la balance commerciale pétrolière affiche un déficit de 4,8 Mds USD au T1 2019 (+0,3% vs. T1 2018).

Finances publiques

Selon une étude de l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO), l'administration précédente a sous-estimé ses revenus de manière "systématique" (de 11% en moyenne sur le sexennat) et a dépensé plus que prévu (+9% en moyenne). Malgré ces dépenses supplémentaires, le pouvoir exécutif a investi 25% de moins que ce qui avait été approuvé pour les investissements publics. L'institut appelle à réduire le pouvoir discrétionnaire d'utilisation des revenus excédentaires.

Les réserves internationales de la Banque centrale ont atteint 177 Mds USD, soit leur plus haut niveau depuis juillet 2016. La Banque centrale mexicaine a fait valoir que l'augmentation des réserves internationales résultait d'une modification de la valorisation des actifs internationaux de l'institution.

Le Président de la République renonce au pouvoir dont il dispose lui permettant d'annuler les impôts de certains contribuables et entreprises. Cette mesure est mise en œuvre à travers un décret pour le moment, et sera intégrée à la Loi de Finances en septembre.

Dans le cadre de la signature d'un accord avec les Nations Unies, la Ministre de la Fonction Publique, Irma Eréndira Sandoval, a affirmé que la corruption coûtait au Mexique près de 10 % du PIB. A travers cet accord, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime s'engage à aider le Mexique dans son effort de lutte contre la corruption.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 15/05/2019
Bourse (IPC)	-0,2%	-6,3%	43338,82 points
Taux de change USD/Peso	-0,2%	-3,3%	19,05 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,1%	-8,2%	21,33 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-1,0%	-4,0%	63,35 USD

Le plan d'urgence régional douanier, activé par la *Secretaría de Integración Económica Centroamericana* (SIECA) en raison des difficultés générées par la mise en pratique généralisée le 7 mai de la *Declaración Única Centroamericana* (DUCA), est prolongé jusqu'au 20 mai. Les nombreux retards enregistrés depuis une semaine dans les différents bureaux de douane (terrestres et portuaires) ont un impact économique important pour les entreprises et les pays de la région. D'après le Comité Coordinateur des Associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), qui défend les intérêts du secteur privé guatémaltèque, près de 440 M USD de marchandises de tous les secteurs et plus de 48 000 opérations (importations et exportations) auraient déjà été impactés au Guatemala. Cela représenterait un manque à gagner au niveau fiscal pour l'Etat de plus de 2 M USD.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Après trois mois à un niveau inférieur à la cible de la Banque centrale (2-4%), l'inflation atteint 2,1% en avril. Les augmentations des prix de l'électricité, de l'essence et des automobiles ont été les principaux déterminants de cette hausse.

Selon le président de l'Association des zones franches (Azofras), les zones de libre-échange ont permis d'augmenter le nombre d'emplois formels. L'objectif recherché est de fidéliser les entreprises déjà établies au sein de ces zones, mais également d'attirer les investissements étrangers pour continuer la création d'emplois et de chaînes de production.

Pour le 6^{ème} mois consécutif, selon l'indice mensuel d'activité économique, l'activité économique du pays croît en dessous de la barre des 2% (à 1,8%). Cette croissance faible, s'explique principalement par le ralentissement de l'industrie agricole (-1,2%) en partie liée à de mauvaises conditions climatiques (sécheresse) et le ralentissement du commerce (chute des ventes automobiles).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

L'activité économique a progressé de 2,7% (g.a.) en mars, notamment grâce à la performance des secteurs du transport et de l'industrie manufacturière.

Après avoir diminué de 6% (g.a.) en mars, l'indice de confiance en l'activité économique s'améliore et croît de 4% en avril.

Au cours des 4 premiers mois de 2019, les *remesas* ont totalisé 3,0 Mds USD, soit une progression de 10% g.a.. Leur croissance est donc en accélération : une croissance de 8% avait été enregistrée sur la période janvier-avril 2018. Globalement, entre janvier-avril 2012 et janvier-avril 2019, les *remesas* ont doublé.

Lors de sa dernière visite au Guatemala, le FMI a averti que, si le secret bancaire n'était pas levé dans le pays, le respect des "traités internationaux sur la transparence" pourrait être compromis. En août 2018, l'article de la loi qui facilitait l'accès aux informations bancaires des sociétés à la demande des autorités fiscales a été temporairement suspendu.

Le Guatemala accueille du 15 au 16 mai à Antigua la 64^{ème} Réunion de la Commission régionale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour les Amériques. L'objectif de cette rencontre est notamment de trouver des axes de coopération entre les pays de la région pour attirer un plus grand nombre de touristes et ainsi générer de nouveaux emplois dans le secteur touristique. Les autorités guatémaltèques profiteront de cet évènement pour soumettre leur candidature auprès de l'OMT afin de devenir membre du Conseil Exécutif.

Instituto Nacional de Electrificación (INDE) lance un appel d'offres international portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire photovoltaïque (110 MW). Les sociétés intéressées ont jusqu'au 27 juin pour soumettre leur dossier de candidature. Les termes de références peuvent être consultés sur la plateforme Guatecompras (Référence NOG : 10321713).

Du 14 au 16 mai se déroule à Guatemala la 28^{ème} édition de l'Apparel Sourcing Show qui rassemble l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie textile et de l'habillement d'Amérique Centrale. Inaugurée par le Président Jimmy Morales, l'édition 2019 du salon, organisé par la Asociación de Vestuario y Textiles (Vestex), accueille plus de 150 entreprises du secteur et devrait générer près de 200 MUSD de nouveaux contrats. Selon Vestex, le Guatemala affiche un retard important dans ce secteur par rapport au Salvador et au Honduras à cause d'un manque de flexibilité du travail : le pays représente seulement 1,3% du total des importations de textile des Etats-Unis.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Au cours des 4 premiers mois de cette année, le Honduras a reçu 1,7 Mds USD de *remesas*, soit +6,4% par rapport à la même période en 2018.

Le Gouvernement hondurien a signé, pour un montant de plus de 76 M USD, deux accords avec l'Union Européenne (UE) afin de promouvoir le travail décent et les droits de l'homme dans le pays. Ces accords s'inscrivent dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le premier accord sur l'emploi vise à mettre en application le programme Euroemploi, dont l'objectif est de promouvoir et maintenir un emploi décent, améliorer les compétences de la population active, ainsi que de renforcer la compétitivité des micros et petites entreprises honduriennes. Le deuxième accord, ProDerechos, vise à soutenir les droits de l'homme et la démocratie dans le pays.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le volume négocié sur le marché des changes s'est élevé à 2,9 Mds USD au cours du premier trimestre de 2019, soit une baisse de 18,9% par rapport au T1 2018, principalement en raison de la diminution des opérations du secteur financier auprès du public. Comme lors des périodes précédentes, les transactions avec le public ont continué d'être centralisées au sein d'un groupe d'entités relativement restreint. Ainsi, 3 des 19 entités actives sur le marché des changes ont concentré 80,8% du volume total opéré.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a défendu son programme de financement au Nicaragua face à la polémique dont elle fait actuellement l'objet. La banque multilatérale est en effet accusée par plusieurs ONG de défense des droits de l'homme d'apporter un soutien financier (535 000 USD) à la Police Nationale du Nicaragua, laquelle est accusée pour de graves violences à l'encontre des opposants au régime Ortega. La BCIE s'est déclarée apolitique et a appelé à une solution pacifique à la crise sociopolitique du Nicaragua. Le Nicaragua bénéficie aujourd'hui de 19 projets de la BCIE et 8 sont en attente de décaissement. Ces derniers génèrent 140 000 emplois directs et indirects. La banque multilatérale de développement a octroyé en 2018 plus de 202 M USD de financement pour des projets d'infrastructures routières et aéroportuaires.

Le Gouvernement nicaraguayen signe la Déclaration de Bruxelles "Climate Change and Oceans Preservation" et réaffirme, comme une trentaine de pays, son engagement dans la lutte contre le changement climatique. Le texte encourage les pays à adopter des politiques et des stratégies en matière d'énergie marine, d'aménagement de l'espace maritime, de protection de la biodiversité, ainsi que de résilience des communautés côtières. Le Nicaragua, qui émet seulement 0,03% des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, figure parmi les pays les plus affectés par le changement climatique.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Au T1 2019, les recettes du canal de Panama se sont élevées à 1,27 Md USD, supérieures de 56,7 M USD par rapport au T1 2018 (+4,7% g.a.), selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Le canal gère environ 6 % du commerce mondial, reliant plus de 140 routes maritimes et 1 700 ports dans 160 pays différents.

Le Panama recule à la 4^{ème} place (-2 rangs) dans le classement de la compétitivité d'ADEN International Business School pour 18 pays d'Amérique Latine, derrière le Chili, l'Uruguay et le Costa Rica. Le Panama dépasse la moyenne régionale s'agissant des infrastructures, de la stabilité économique et de la compétitivité au sein des marchés, mais enregistre un score très faible pour la couverture des besoins de base, la qualité des institutions publiques, la santé et l'éducation.

Au T1 2019, le déficit du secteur public non financier s'est établi à 966 M USD, représentant 1,4% du PIB. Ce déficit reste en dessous de la limite établie par la loi de responsabilité budgétaire, à 2% du PIB.

Le FMI a indiqué que le Panama pourrait être la première économie d'Amérique Latine à se convertir en économie avancée. Selon le FMI, le PIB per capita a quintuplé entre 1990 et 2018, passant de 5 000 USD à 25 000 USD. Toutefois, le FMI a souligné que pour maintenir sa croissance économique actuelle, le Panama devrait améliorer son niveau de productivité et ses services publics tels que l'éducation et la santé.

Sur les deux premiers mois de l'année 2019, l'activité commerciale de la zone franche de Colon a chuté de 14,4% g.a., à 2,8 Mds USD, ce qui représente une baisse de 480,6 M USD. Les importations ont chuté de 12,1% g.a. et les réexportations de 16,5% g.a.. La contraction de l'activité commerciale de la zone franche de Colon s'explique en partie par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

L'investiture du nouveau Président du Salvador (élu en février dernier), Nayib Bukele, aura lieu le 1^{er} juin prochain. Son équipe gouvernementale n'a pas encore été désignée. Elle pourrait l'être à la fin du mois de mai. Il existe beaucoup d'inconnues sur ce que seront ses orientations économiques.

La présence économique française s'est bien renforcée au Salvador ces dernières années avec les investissements conséquents du groupe Neoen dans l'énergie solaire et l'important contrat de réhabilitation et de modernisation en cours de la station d'eau potable de "Las Pavas", financé par un Prêt du Trésor et conduit par Suez international.

Le Fonds vert pour le climat (GCF), un des principaux fonds mondiaux pour le financement de la lutte contre le changement climatique, alloue 35,8 M USD au projet RECLIMA conçu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le couloir sec du Salvador visant à renforcer la résilience des systèmes d'exploitation agricole face au changement climatique. Le projet quinquennal RECLIMA, doté d'un budget de 127,7 M USD, sera mis en place à partir de cette année. Outre la subvention du GCF, le projet recevra 78 M USD de la part du Gouvernement salvadorien et 13,8 M USD du Fonds de l'Initiative pour les Amériques (FIAES).

Selon le Conseil salvadorien de l'industrie sucrière (CONSAA), la récolte 2018-2019 de canne à sucre a permis de produire plus de 1,71 million de tonnes de sucre, soit une production en hausse de 5% g.a. et la plus élevée des 6 dernières années au Salvador. Les sociétés Central Izalco et El Angel sont les principales entreprises productrices de sucre du pays, avec chacune 423 000 T de sucre. Elles sont suivies des sociétés suivantes : El Chaparrastique (301 000 T), La Cabaña (242 000 T), Injiboa (221 000 T) et La Magdalena (101 000 T). Le Salvador est le 2^{ème} exportateur de sucre d'Amérique Centrale, derrière le Guatemala, avec chaque année près de 200 M USD exportés.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

La croissance des Bahamas a atteint un record en 2018, à 1,6 % réels. Cette croissance a notamment été impulsée par les secteurs financiers (4,2 %). Le PIB nominal s'est ainsi établi à 2,42 Mds USD en 2018.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a mis en avant les signes d'amélioration de l'économie de Trinité et Tobago. Les progrès, débutés au S2 2017, devraient permettre au pays d'enregistrer une croissance positive en 2018, selon le FMI, à 0,2 %.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Seuls 4 % des adultes haïtiens sont assurés, selon l'enquête FinScore 2018. L'absence de revenu et d'emploi (44 %), ainsi que le fait de ne pas ou peu comprendre les assurances (19 %) sont les principales raisons de la non-assurance en Haïti.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

A compter du 3 juin, la Banque centrale de Jamaïque réduira, pour la deuxième fois de l'année, les exigences de dépôt des banques, de 11 % à 9 % des dépôts. Cette réduction permettra de libérer 120 M USD (16,8 Mds JMD) dans l'économie. Cette mesure vise à accroître la capacité de prêt des banques afin que celles-ci accompagnent les efforts de politique monétaire de la Banque centrale pour stimuler l'inflation, qui reste trop faible.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le Gouverneur de la Banque centrale a indiqué que l'économie dominicaine avait crû à 5,7 % g.a. au T1 2019, soit la croissance la plus forte de la zone Amérique Latine et Caraïbes. La construction (12,5 %), l'énergie et l'eau (11,7 %) et l'intermédiation financière (9,5 %) ont contribué à cette croissance. Il a mis en avant une croissance de 7 % sur l'année 2018.

L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a salué la baisse de la faim et de la pauvreté en République dominicaine ces dernières années. La pauvreté est ainsi passée de 40 % en 2003 à 25,5 % en 2018. La FAO a également mis en avant que la République dominicaine est un des seuls pays de la zone à avoir rempli l'objectif de développement du millénaire de réduction de moitié de la sous-alimentation. Rappelant les divergences régionales dans le pays, elle a proposé ses services au Gouvernement pour agir dans le sud-est du pays.

La Superintendance du secteur bancaire et les représentants des banques se sont réunis pour discuter de la mise en place d'un programme d'identification du blanchiment d'argent basé sur les risques et d'un mécanisme de gestion en cas de soupçon de blanchiment. Le superintendant des banques a indiqué que le groupe d'action financière latino-américain avait souligné les progrès du pays en la matière.

Le Ministre du Tourisme a assuré que le secteur touristique dominicain continuera de croître à plus de 6 % par an grâce au dynamisme des investissements et à la croissance de l'arrivée des touristes. Il a indiqué que le développement des infrastructures publiques avait été le principal facteur de croissance du secteur ces dernières années.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.